



Gabriel HEROLE

Expert-Comptable inscrit au tableau de l'Ordre des Hauts-de-France
Commissaire aux Comptes Membre de la Compagnie Régionale des Hauts-de-France

**COMMUNAUTE PROFESSIONNELLE TERRITORIALE DE SANTE
SAMBRE AVESNOIS**

1A Allée Ambroise Croizat

59620 AULNOYE-AYMERIES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024



COMMUNAUTE PROFESSIONNELLE TERRITORIALE DE SANTE SAMBRE AVESNOIS

**1A Allée Ambroise Croizat
59620 AULNOYE-AYMERIES**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la COMMUNAUTE PROFESSIONNELLE TERRITORIALE DE SANTE SAMBRE AVESNOIS relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous précisons que votre Association n'étant pas tenue de désigner un commissaire aux comptes pour l'exercice précédent, les comptes de l'exercice clos le 31/12/2023 n'ont pas fait l'objet d'une certification.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Fait à VALENCIENNES, le 6 février 2025

GABRIEL HEROLE

Commissaire aux comptes





Annexe : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan association médico-social ANC détaillé

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
ACTIF IMMOBILISE					
<i>Immobilisations incorporelles</i>					
<i>Immobilisations corporelles</i>					
Autres immobilisations corporelles	890,44	46,17	844,27		844
218300 MAT.BUREAU & INFORMATIQUE	890,44		890,44		890
281830 AMORT.MAT.BUREAU & INFO		46,17	-46,17		- 46
<i>Immobilisations financières</i>					
TOTAL (I)	890,44	46,17	844,27		844
ACTIF CIRCULANT					
Disponibilités	128 571,67		128 571,67	35 709,59	92 862
512000 BANQUE	128 511,67		128 511,67	35 709,59	92 802
530000 CAISSE	60,00		60,00		60
TOTAL (II)	128 571,67		128 571,67	35 709,59	92 862
TOTAL ACTIF	129 462,11	46,17	129 415,94	35 709,59	93 706

Bilan association médico-social ANC détaillé(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
FONDS PROPRES			
. Réserves pour projet de l'entité	35 709,59		35 710
106800 AUTRES RESERVES	35 709,59		35 710
Excédent ou déficit de l'exercice	-7 862,47	35 709,59	- 43 572
Situation nette (sous total)	27 847,12	35 709,59	- 7 862
TOTAL (I)	27 847,12	35 709,59	- 7 862
FONDS REPORTES ET DEDIES			
TOTAL (II)			
PROVISIONS			
TOTAL (III)			
DETTES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 354,40		5 354
408100 FOURNISSEURS FNP	5 354,40		5 354
Dettes fiscales et sociales	1 058,17		1 058
428200 CONGES PAYES	289,64		290
431000 URSSAF	540,00		540
437030 MALAKOFF	159,77		160
438200 CHARGES SUR CP	60,07		60
438600 CHARGES A PAYER	8,69		9
Produits constatés d'avance	95 156,25		95 156
487000 PDTS CONSTATES D'AVANCE ACI	95 156,25		95 156
TOTAL (IV)	101 568,82		101 569
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	129 415,94	35 709,59	93 706
Engagements reçus			
Engagements donnés			

Compte de résultat association médico-social ANC détaillé

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
Produits d'exploitation				
Cotisations	775,00	620,00	155	25,00
756000 COTISATIONS ADHESIONS	775,00	620,00	155	25,00
Ventes de prestations de services	1 500,00		1 500	N/S
708300 LOCATIONS DIVERSES	1 500,00		1 500	N/S
Concours publics et subventions d'exploitation	67 968,75	38 240,00	29 729	77,74
740000 SUBV EXPLOITATION BUDGET FONCTIONNEMENT	25 000,00	37 000,00	- 12 000	-32,43
740001 SUBV EXPLOIT MISSIONS HORS ACI		1 240,00	- 1 240	-100
740020 MISSION 1	21 875,00		21 875	N/S
740030 MISSION 2	10 937,50		10 938	N/S
740040 MISSION 3	4 687,50		4 688	N/S
740060 MISSION 5	3 125,00		3 125	N/S
740070 MISSION 6	2 343,75		2 344	N/S
Autres produits	6,74		7	N/S
758000 AUTRES PROD.GESTION COURANTE	6,74		7	N/S
Charges d'exploitation				
Autres achats et charges externes	59 621,35	1 337,41	58 284	N/S
602000 ACHATS FOURNITURES	98,92		99	N/S
606300 FOURN.ENTRET.&PETIT OUTILLAGE	534,89		535	N/S
606400 FOURNIT.ADMINISTRATI	726,48		726	N/S
613200 LOYER IMMOBILIER	2 265,00		2 265	N/S
615200 ENTRETIEN IMMOB.	55,30		55	N/S
616000 PRIMES D'ASSURANCE	114,73	81,91	33	40,07
622600 COMPTABILITE ET FICHES DE PAIES	2 732,40		2 732	N/S
622601 COMMISSAIRE AUX COMPTES	3 600,00		3 600	N/S
622610 ICPA	39 600,00		39 600	N/S
623700 PUBLICITES PUBLICATIONS ...	322,66		323	N/S
625700 RECEPTIONS	9 048,26	900,00	8 148	905,36
626100 AFFRANCHISSEMENT	175,06	337,50	- 162	-48,13
626200 TELEPHONE	236,39		236	N/S
627000 SERVICES BANCAIRES	111,26	18,00	93	518,11
Impôts, taxes et versements assimilés	78,29		78	N/S
633300 FORM CONTINUE RECYCLAGE	78,29		78	N/S
Salaires et traitements	14 703,21	1 485,91	13 217	889,51
641100 SALAIRES APPOINT.COM	12 413,57	1 485,91	10 928	735,42
641200 CONGES PAYES	289,64		290	N/S
641400 PRIMES ET INDEMNITES	2 000,00		2 000	N/S
Charges sociales	3 663,94	327,09	3 337	N/S
645100 URSSAF	2 550,99	270,00	2 281	844,81
645200 MUTUELLES	321,92		322	N/S
645300 COTIS.RETRAITE SALARIES	630,16	57,09	573	N/S
645840 CHARGES SUR CP	60,07		60	N/S
647500 MEDECINE DU TRAVAIL	100,80		101	N/S
Dotation aux amortissements et aux dépréciations	46,17		46	N/S
681120 DOT.AMORT.IMMO.CORPORELLES	46,17		46	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	78 112,96	3 150,41	74 963	N/S
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-7 862,47	35 709,59	- 43 572	-122,02
Produits financiers				
Charges financières				
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III - IV)	-7 862,47	35 709,59	- 43 572	-122,02
Produits exceptionnels				
Charges exceptionnelles				
Total des produits (I + III + V)	70 250,49	38 860,00	31 390	80,78

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	78 112,96	3 150,41	74 963	N/S
EXCEDENT OU DEFICIT	-7 862,47	35 709,59	- 43 572	-122,02
<i>Evaluation des contributions volontaires en nature</i>				

Annexes Associations 2024

PREAMBULE

- Description de l'objet social de l'entité

Cette association a pour objet :

"Créer une communauté de soins centrée sur les besoins de la population

"Organiser une réponse à un besoin de santé sur le territoire

"Améliorer l'offre de soins locale par la coordination synergique des acteurs de soins médicaux et sociaux

"Améliorer la qualité des soins par la coordination entre professionnels

"Améliorer la promotion de la santé sur le secteur de population concernée par une Communication adaptée et homogène

- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

En 2024, l'association a signé l'accord conventionnel et a mis en oeuvre des groupes de travail de manière à pouvoir présenter un projet de santé au niveau du territoire et répondre aux missions de santé publiques prévu par l'accord conventionnel. Le premier dialogue de gestion et donc le premier anniversaire de la signature de l'ACI aura lieu en milieu d'année 2025.

- Description des moyens mis en Oeuvre

L'association a embauché une coordinatrice salariée en 2023 pour assurée l'écriture du projet de santé et la mise en route des missions. Suite à sa démission, la CPTS a embauché une secrétaire administrative en fin d'année et une nouvelle coordinatrice en février 2025.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 129 415,94 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 7 862,47 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 06/02/2025 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

L'association a signé l'accord conventionnel avec les instances en milieu d'année et a perçu le premier budget des missions. Le premier dialogue de gestion aura lieu au deuxième semestre 2025.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Matériel de bureau et informatique	de 01 à 03 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF**Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles		890		890
Immobilisations financières				
TOTAL		890		890

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique		46		46
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II		46		46
TOTAL GENERAL (I+II)		46		46

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves		35 710			35 710
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	35 710	-35 710			-7 862
Dont générosité du public					
Situation nette	35 710				27 847
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	35 710				27 847
TOTAL dont générosité du public					

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	5 354	5 354		
Dettes fiscales et sociales	1 058	1 058		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	95 156	95 156		
TOTAL	101 569	101 569		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	5 354
Dettes fiscales et sociales	358
Autres dettes	
TOTAL	5 713

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions reçues et fonds dédiés

En 2024, les instances ont versées l'avance sur les missions ainsi que le budget de fonctionnement (75%) basé sur le calendrier de versement de l'accord conventionnel.

Lors du premier dialogue de gestion en 2025, les indicateurs seront vérifiés afin de valider le versement du solde des 25%

La date de signature étant en milieu d'année, il a été comptabilisé un produit constaté d'avance prorata temporis sur 7/12 de l'année soit la somme de 95 156.25 Euros.

Il n'a pas été comptabilisé de fonds dédié car le temps passé a été intégralement rémunéré en 2024.

Le bureau a souhaité conserver des réserves suffisantes afin de pouvoir améliorer les axes peu pris en charges par l'accord tel que la mission prévention par exemple.

AUTRES INFORMATIONS

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	1	
Non cadres	2	
TOTAL	3	0

Nature et évaluation des contributions volontaires

Les contributions volontaires, notamment la mise à disposition de la salle de réunion pour les réunions du bureau, n'ont pas été jugées significatives et n'ont pas été valorisées dans les comptes.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 3 600 E.